

Élections professionnelles - Résultat du scrutin

Les règles liées au résultat de l'élection du comité social et économique (CSE) sont, sauf disposition contraire, identiques à celles applicables jusqu'alors au CE, aux DP ou à la DUP. De la même façon, la jurisprudence liée aux anciennes institutions représentatives du personnel devrait en toute vraisemblance continuer de s'appliquer au CSE.

Dépouillement du scrutin

Clôture du scrutin - Lors des élections dans l'entreprise, à l'heure prévue, le président du bureau de vote déclare le scrutin clos. Aucun vote ne peut être reçu après la déclaration de clôture. Toutefois, un électeur ayant pénétré dans la salle de vote avant l'heure de clôture peut déposer son bulletin dans l'urne après cette heure (c. élec. art. R. 57).

Opérations à effectuer - Le bureau de vote, assisté des scrutateurs :

- dénombre les émargements sur la liste ;
- procède à l'ouverture de l'urne ;
- vérifie le nombre d'enveloppes (en y ajoutant éventuellement celui des bulletins sans enveloppe) ;
- recommence le décompte des enveloppes s'il existe une différence entre le nombre de votants (total des signatures de la liste d'émargement) et le nombre d'enveloppes trouvées dans l'urne ;
- regroupe les enveloppes par paquets de 100 (sauf s'il y a moins de 100 électeurs) ;
- répartit les enveloppes à dépouiller entre les diverses tables.

À chaque table, le nombre d'enveloppes est vérifié, puis l'un des scrutateurs extrait ensuite le bulletin de chaque enveloppe et le passe déplié à un autre scrutateur ; celui-ci le lit à haute voix ; les noms portés sur le bulletin sont relevés par deux scrutateurs au moins sur les feuilles préparées à cet effet.

Une fois les opérations de lecture et de pointage terminées, les scrutateurs remettent au bureau les feuilles de pointage, signées par eux, en même temps que les bulletins et enveloppes dont la validité leur a paru douteuse ou qui a été contestée par des électeurs ou par des délégués des candidats.

Ensuite, le bureau arrête le nombre de suffrages obtenus par chaque candidat ou chaque liste.

Lorsque, le jour du scrutin, il n'est pas possible de terminer le dépouillement (ex. : heure tardive), des mesures de protection doivent être prises pour que l'urne soit placée sous surveillance suffisante avant la reprise des opérations (cass. soc. 20 juillet 1983, n° 82-60326, BC V n° 461).

Si le dépouillement n'a pas été effectué plusieurs jours après le scrutin dans un but de fraude, les élections peuvent être annulées (cass. soc. 20 avril 2005, n° 04-60342 D).

Décompte des bulletins de vote

Tous les bulletins ne sont pas pris en compte - Les bulletins blancs et les bulletins nuls doivent être soustraits du nombre des votants. Les bulletins raturés sont, en revanche, valables, mais à condition

que tous les noms ne soient pas rayés. C'est au bureau de vote d'apprécier la validité des bulletins litigieux et, en cas de contestation, au tribunal d'instance.

Bulletins blancs et nuls - Les bulletins blancs (bulletins sans inscriptions éventuellement mis à la disposition des électeurs) ne sont pas des votes valables. Sont assimilés à des bulletins blancs les enveloppes vides et les bulletins sur lesquels tous les noms ont été rayés (cass. soc. 27 novembre 1974, n° 74-60122, BC V n° 568).

Les bulletins nuls ne doivent pas compter comme suffrages valablement exprimés. Il en est ainsi par exemple de :

- bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ou dans des enveloppes non réglementaires ;
- bulletins ne contenant pas une désignation suffisante (ex. : nom incomplet) ;
- bulletins et enveloppes sur lesquels les votants se sont fait connaître ;
- enveloppes sans bulletin ;
- bulletins portant des mentions injurieuses pour les candidats ou pour des tiers ;
- bulletins portant des signes intérieurs ou extérieurs de reconnaissance (le fait de souligner d'un trait le nom du premier candidat ne constitue pas un signe de reconnaissance) (cass. soc. 28 février 1989, n° 88-60198, BC V n° 148). Il en est de même d'une croix portée devant un nom ;
- bulletins illisibles ;
- bulletins panachés. Le panachage consiste à remplacer le nom d'un candidat figurant sur une liste par le nom d'un candidat d'une autre liste ou à ajouter à une liste le nom d'un candidat figurant sur une autre liste ;
- bulletins écrits sur papier de couleur (sauf si l'accord préélectoral le prévoit expressément) ;
- bulletins représentant un vote préférentiel, c'est-à-dire la pratique consistant à modifier l'ordre de présentation des candidats figurant sur une liste ;
- plusieurs bulletins différents dans la même enveloppe (cass. soc. 20 juillet 1978, n° 78-60641, BC n° 617).

Les bulletins multiples ne comptent que pour un seul quand ils désignent la même liste ou le même candidat (c. élec. art. L. 65).

Bulletins raturés - Le raturage des noms sur les bulletins de vote est admis (c. trav. art. L. 2314-29). Les bulletins raturés représentent un vote valable dès lors que tous les noms n'ont pas été rayés. Ainsi, un nom doit au moins demeurer non raturé (cass. soc. 4 février 1976, n° 75-60166, BC V n° 72 ; cass. soc. 8 janvier 1987, n° 86-60213 D). Si tous les noms sont rayés, le bulletin est assimilé à un vote blanc (cass. soc. 7 mai 1987, n° 86-60357, BC V n° 282).

Le droit de rayer des noms est une prérogative d'ordre public qui ne peut pas être supprimée par un accord (cass. soc. 28 janvier 1982, n° 81-60859, BC V n° 56).

Attribution des sièges

Il est attribué à chaque liste autant de sièges que le nombre moyen de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral (c. trav. art. R. 2314-19).

Pour obtenir le quotient électoral, on divise le nombre total de suffrages valablement exprimés (tous les bulletins, sauf les bulletins blancs et nuls) par le nombre de sièges à pourvoir dans le collège.

Les sièges restants sont attribués à la plus forte moyenne (c. trav. art. R. 2314-20).

Le nombre de sièges attribué au quotient électoral lors de la première répartition est nécessairement un nombre entier (cass. soc. 26 mai 2010, n° 09-60350, BC V n° 112). C'est d'ailleurs ce nombre qui sert de base au calcul des sièges restant attribués sur la base de la plus forte moyenne

On n'attribue qu'un seul siège à la fois. Cette opération doit être renouvelée jusqu'à épuisement des sièges, en tenant compte à chaque fois des sièges déjà attribués.

Pour obtenir la plus forte moyenne, on divise le nombre de voix obtenues par chaque liste par le nombre de sièges qui lui est déjà attribué plus un.

Si deux listes ont la même moyenne et s'il ne reste plus qu'un siège à pourvoir, ce dernier est attribué à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de voix (c. trav. art. R. 2314-21 ; cass. soc. 7 juillet 2010, n° 09-69724 D).

Ce n'est que si deux listes ont recueilli la même moyenne et le même nombre de voix que le siège est attribué au plus âgé des deux candidats susceptibles d'être élus (c. trav. art. R. 2314-21).

Collège ouvriers-employés : 5 sièges à pourvoir, 270 électeurs, 255 suffrages valablement exprimés.

- Quotient électoral (nombre total de suffrages valablement exprimés divisé par le nombre de sièges à pourvoir) :

$$255/5 = 51.$$

- Nombre moyen des voix recueillies par les listes (nombre total de voix obtenues par chaque liste divisé par le nombre de candidats présentés par elle), en l'absence de ratures dans cet exemple :

A : 100 voix ; B : 58 voix ; C : 49 voix ; D : 48 voix.

- Sièges attribués au moyen du quotient électoral (nombre de voix recueillies par chaque liste divisé par le quotient électoral) :

$$A : 100/51 = 1 ; B : 58/51 = 1$$

$$C : 49/51 = 0 ; D : 48/51 = 0.$$

2 sièges sont attribués ; 3 sièges restent à pourvoir.

- Attribution du 1^{er} siège restant à pourvoir à la plus forte moyenne (nombre de voix recueillies par chaque liste divisé par le nombre de sièges qui lui est attribué plus un) :

$$\text{liste A : } 100/(1 + 1) = 50$$

$$\text{liste B : } 58/(1 + 1) = 29$$

$$\text{liste C : } 49/(0 + 1) = 49$$

$$\text{liste D : } 48/(0 + 1) = 48.$$

Le siège est attribué à la liste A.

- Attribution du 2^e siège à la plus forte moyenne :

liste A : $100/(2 + 1) = 33,333$

liste B : $58/(1 + 1) = 29$

liste C : $49/(0 + 1) = 49$

liste D : $48/(0 + 1) = 48$.

Le siège est attribué à la liste C.

- Attribution du dernier siège à pourvoir :

liste A : 33,333

liste B : 29

liste C : $49/(1 + 1) = 24,5$

liste D : $48/(0 + 1) = 48$.

Le siège est attribué à la liste D.

Désignation nominative des élus

Attribution dans l'ordre de présentation sur la liste sauf exceptions - Après avoir déterminé le nombre de sièges revenant à chaque liste, le bureau de vote doit désigner nommément les élus. En principe, les sièges revenant à une liste sont attribués dans l'ordre de présentation des candidats sur la liste.

Nombre de ratures inférieur à 10 % des suffrages - Lorsque le nom d'un candidat a été raturé, les ratures ne sont pas prises en compte si leur nombre est inférieur à 10 % des suffrages valablement exprimés en faveur de la liste sur laquelle figure ce candidat. Dans ce cas, les candidats sont proclamés élus dans l'ordre de présentation (c. trav. art. L. 2314-29).

Nombre de ratures égal ou supérieur à 10 % des suffrages - Les candidats dont le nom a été raturé dans une proportion égale ou supérieure à 10 % des suffrages exprimés en faveur de la liste sur laquelle ils figurent, passent en fin de liste.

Lorsque, pour une même liste, certains candidats ont obtenu un nombre de ratures inférieur à 10 % et d'autres un nombre de ratures égal ou supérieur à 10 %, les sièges seront attribués en priorité par ordre de présentation :

-d'abord aux candidats ayant obtenu un nombre de ratures inférieur à 10 % en fonction de leur ordre de présentation sur la liste ;

-puis aux autres candidats de la liste raturés à hauteur de 10 %, en fonction du nombre de voix obtenues.

Même nombre de voix et plus de 10 % de ratures - Lorsque plusieurs candidats ont un nombre de ratures supérieur à 10 % et obtenu le même nombre de voix, ils sont élus selon leur ordre de

présentation. Aucune disposition ne prescrit que le plus âgé soit élu en priorité (lettre min. du 20 août 1985, BO fasc. 85/37-38, p. 83).

Double candidature - Un salarié peut être candidat sur une liste de titulaires et sur une liste de suppléants. En cas de double élection, le candidat est désigné d'office titulaire (cass. soc. 20 juillet 1971, n° 71-60006, BC V n° 536 ; cass. soc. 19 mai 1988, n° 87-60207 D).

Cette règle est également applicable lorsque la double candidature d'un salarié est « répartie » sur les deux tours. Ainsi, un salarié ayant été élu comme suppléant au premier tour des élections, peut se présenter au second tour et être élu comme titulaire, perdant alors la qualité subsidiaire de suppléant (cass. soc. 10 mai 2012, n° 11-18912, BC V n° 138).

Attribution des sièges réservés

Différentes situations - Pour pourvoir le siège réservé, il peut être nécessaire d'écarter les règles normales de répartition des sièges et de désignation des élus lorsque celles-ci ne permettent pas l'élection du candidat de la catégorie à laquelle le siège est réservé. Si le candidat de la catégorie privilégiée peut être élu par le jeu des règles normales, il n'est pas permis d'écarter celles-ci (cass. soc. 8 juillet 1985, n° 84-60961, BC V n° 409).

Pour l'attribution du siège réservé, plusieurs situations peuvent donc se présenter lorsque ce siège n'est pas pourvu après le calcul légal.

Siège réservé brigué par plusieurs candidats non élus sur des listes ayant des sièges - Dans ce cas, le siège réservé est attribué au candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix et qui figure sur la liste à laquelle le siège est normalement attribué en application du quotient électoral et de la plus forte moyenne.

L'attribution du siège réservé n'a pas pour effet de conférer un siège supplémentaire à la liste qui présente le candidat bénéficiant de ce siège : celui-ci est imputé sur les sièges qui reviennent à la liste.

Le candidat titulaire du siège réservé est élu à la place du dernier candidat en position d'être élu parmi les candidats de sa liste (cass. soc. 20 juillet 1983, n° 82-60446, BC V n° 456).

Une des listes ayant droit à un ou des sièges a présenté un candidat appartenant à la catégorie bénéficiant d'un siège réservé - Dans cette hypothèse, le seul candidat présenté pour le siège réservé doit être élu, nonobstant sa place sur les listes ou le nombre de voix qu'il a obtenues, sa qualité prévalant sur l'ordre de présentation ainsi que sur le nombre de voix des autres candidats. Le candidat titulaire du siège réservé est élu à la place du dernier candidat en position d'être élu parmi les candidats de sa liste.

Aucune des listes obtenant des sièges n'a présenté de candidats de la catégorie bénéficiant d'un siège réservé - Celui-ci doit être transféré à une autre liste ayant un candidat de cette catégorie, même si ladite liste n'a droit à aucun siège en application du quotient électoral ou de la plus forte moyenne. Sera élu le candidat le plus favorisé, c'est-à-dire celui ayant obtenu le plus de voix et figurant sur la liste la mieux placée après celle à laquelle le dernier siège devait être attribué (cass., ch. réun., 9 mars 1955, n° 5575, BC n° 1).

Le candidat à qui le siège réservé est attribué est élu à la place du dernier candidat d'une liste concurrente en position d'être élu à la plus forte moyenne.

Aucune liste n'a présenté de candidat de la catégorie privilégiée - Dans ce cas, le siège réservé ne saurait être transféré à une autre catégorie (cass. soc. 22 mars 1973, n° 72-60121, BC n° 184).

Un second tour de scrutin doit être organisé, même si le quorum est atteint au premier tour (cass. soc. 7 juillet 1983, n° 82-60636, BC V n° 429 ; cass. soc. 9 octobre 1985, n° 85-60175, BC V n° 444). Si aucun candidat de la catégorie privilégiée ne se présente au second tour, le siège réservé doit demeurer vacant.

Proclamation des résultats

Conformément au droit électoral, les résultats sont proclamés oralement, en public par le président du bureau de vote (c. élec. art. R. 67) et après la signature du P-V d'élection par tous les membres du bureau de vote (voir ci-après). L'employeur ne peut pas se substituer à lui (cass. soc. 26 mai 1977, n° 77-60001, BC V n° 351).

Si le bureau de vote n'a pas procédé, pour une raison quelconque, à la proclamation des résultats, le juge d'instance peut le faire à sa place (cass. soc. 19 juillet 1983, n° 82-60378, BC V n° 445).

L'annonce des résultats comporte notamment les indications suivantes :

- le nombre d'électeurs inscrits ;
- le nombre de votants ;
- le nombre de suffrages exprimés ;
- le nombre de suffrages recueillis par chacun des candidats ou par chaque liste ;
- les noms des élus (cass. soc. 26 mai 1977, n° 77-60001, BC V n° 351).

La proclamation des résultats confère aux élus la qualité de représentants du personnel. La protection des élus débute dès cette proclamation (cass. soc. 20 juillet 1978, n° 78-60654, BC V n° 616 ; cass. soc. 25 mai 2011, n° 10-12200 D).

Procès-verbal des élections

Rédaction par le secrétaire - Immédiatement après la fin du dépouillement, le procès-verbal (P-V) des opérations électorales est rédigé par le secrétaire, dans la salle de vote, en présence des électeurs (c. élec. art. R. 67). Un P-V doit être établi pour chacun des collèges électoraux.

En l'absence de secrétaire, le P-V doit être établi par l'un des membres du bureau de vote ou par l'un des électeurs présents choisi par le bureau. Si le document a été rédigé par une personne non-habilitée, les élections encourent la nullité peu important que l'irrégularité n'ait pas influencé le résultat du scrutin. Le fait que le bureau de vote signe le P-V ne suffit pas à régulariser la situation (cass. soc. 2 juillet 2014, n° 13-60218, BC V n° 166).

Contenu du procès-verbal - Le P-V peut contenir, pour chaque collège, la date du scrutin, l'institution concernée, les nombres d'électeurs inscrits, de votants, de listes de candidatures en présence, la mention précisant que le quorum est ou n'est pas atteint (pour le premier tour), les résultats du dépouillement du scrutin avec le nombre de voix recueillies par chaque candidat et chaque liste, ainsi que le nom des élus avec leur appartenance syndicale.

Le P-V doit reprendre les strictes dénominations légales des emplois (ex. : ouvriers et employés dans le premier collège) et non celles utilisées dans l'entreprise ou dans la convention collective (cass. soc. 28 novembre 2012, n° 11-28001, BC V n° 307).

Le P-V, établi immédiatement après la fin du dépouillement, doit mentionner les heures d'ouverture et de clôture du scrutin. Le défaut de cette mention constitue une irrégularité justifiant à elle seule l'annulation des élections. Ni le président, ni les membres du bureau de vote ne peuvent régulariser cette omission (c. élec. art. R. 57) (cass. soc. 16 octobre 2013, n° 12-21680, BC V n° 238). Toutefois, cette mention peut :

- être effectuée sur un document annexé au P-V et établi concomitamment (cass. soc. 17 décembre 2014, n° 14-12401, BC V n° 298) ;

- être établie par constat d'huissier (cass. soc. 28 janvier 2015, n° 14-60413, BC V n° 15).

Par exception, cette règle n'a pas lieu d'être si le vote se fait uniquement par correspondance, les dispositions du code électoral ne s'appliquant pas dans ces circonstances (cass. soc. 15 avril 2015, n° 14-60688 D).

Si des sièges restent vacants, il faut le mentionner. Les bulletins de vote blancs, nuls et litigieux et les enveloppes non réglementaires doivent y être annexés avec la liste d'émargement.

S'il y a eu des incidents, les membres du bureau de vote doivent les consigner dans le P-V. Les candidats et leur représentant peuvent y inscrire leurs observations, protestations ou contestations.

La signature sans réserve du P-V de dépouillement des résultats ne rend pas irrecevable l'action en contestation des opérations électorales (cass. soc. 1er février 1978, n° 77-60599, BC V n° 76 ; cass. soc. 1er décembre 2010, n° 10-60163, BC V n° 278). Si, à l'inverse, les membres du bureau de vote n'ont pas signé la liste d'émargement, ils contreviennent à un principe général du code électoral, cette irrégularité justifiant à elle seule l'annulation des élections (cass. soc. 30 septembre 2015, n° 14-25925, BC V n° 183).

Formulaires CERFA - La dénomination générale « procès-verbal » désigne en pratique plusieurs P-V dans la mesure où un P-V doit être établi d'une part, pour chaque collège, et d'autre part au sein de chaque collège, pour l'élection des titulaires et pour celle des suppléants.

Les formulaires CERFA dédiés à l'élection du CSE sont les suivants :

- n°15822*01 (pour les titulaires) ;

- n°15823*01 (pour les suppléants).

Ces formulaires sont téléchargeables sur www.travail-emploi.gouv.fr (rubriques « Informations pratiques », « Formulaires », « Relations professionnelles ») et www.elections-professionnelles.travail.gouv.fr (rubrique « Documents téléchargeables »). Ils sont accompagnés d'une notice aidant à les remplir et d'un exemple de procès-verbal rédigé.

Le code du travail impose l'utilisation de ces formulaires cerfa uniquement pour l'envoi au centre de traitement des élections professionnelles et pour l'envoi à l'inspecteur du travail (voir ci-après).

Publicité du procès-verbal - Le P-V signé par tous les membres du bureau et contresigné par les délégués des candidats (c. élec. art. R. 67) est, en principe, affiché dans la salle de vote ainsi que sur les lieux de travail.

Le P-V d'élection doit être signé par tous les membres du bureau de vote avant la proclamation des résultats sous peine d'annulation du scrutin (cass. soc. 7 décembre 2016, n° 15-26096 FSPB).

L'employeur doit adresser le P-V, dans un délai maximal de 15 jours suivant la date des élections, en deux exemplaires à l'inspecteur du travail (dont relève l'entreprise) (c. trav. art. R. 2314-22). Il doit

également transmettre un exemplaire au « prestataire agissant pour le compte du ministère du Travail » et ce, dans les 15 jours suivant le second tour des élections (c. trav. art. D. 2122-7), à l'adresse : CTEP-TSA 79104- 76934 Rouen Cedex 9.

Information des syndicats - Les employeurs sont tenus de transmettre une copie des P-V aux organisations syndicales de salariés ayant présenté des listes de candidats aux scrutins concernés ainsi qu'aux organisations ayant participé à la négociation du protocole d'accord préélectoral. Cette transmission doit être effectuée par tout moyen et dans les meilleurs délais (c. trav. art. L. 2314-29).

Valeur probante du procès-verbal - Le P-V fait foi jusqu'à preuve du contraire.

À défaut de contestation des élections, le résultat proclamé par le bureau de vote, et enregistré au P-V, reste valable.

Contestation du procès-verbal - En cas de contestation portant sur le P-V des élections, le tribunal d'instance est compétent pour en vérifier la régularité et, le cas échéant, pour y apporter les corrections nécessaires (cass. soc. 28 novembre 2012, n° 11-28001, BC V n° 307). Le tribunal doit être saisi au plus tard dans les 15 jours suivant la proclamation des résultats (c. trav. art. R. 2314-24).

Procès-verbal de carence

Carence de candidats - Lorsque, à l'issue des deux tours, l'institution en cause n'a pas pu être mise en place, ni renouvelée faute de candidat, un P-V de carence doit être établi par l'employeur (c. trav. art. L. 2314-9).

Établissement du procès-verbal - L'obligation de rédiger un P-V est limitée au cas où la carence a été constatée à la fois au premier et au second tour des élections, c'est-à-dire en cas d'échec de la procédure de mise en place ou de renouvellement des institutions représentatives (rép. n° 39762, JO AN 26 mars 2001, p. 1831). L'obligation d'établir un procès-verbal est donc limitée au cas où aucun siège n'a pu être attribué après les deux tours de scrutin (circ. DRT 1983-13 du 25 octobre 1983, § 2.1).

Le formulaire CERFA dédié au procès-verbal de carence pour tous les collèges est le Cerfa n°15248*03, téléchargeable sur www.travail-emploi.gouv.fr (voir ci-avant).

Publicité du procès-verbal de carence - L'employeur doit porter à la connaissance des salariés, par tout moyen permettant de donner date certaine à cette information, le P-V de carence dans l'entreprise. Il doit également le transmettre dans les 15 jours, par tout moyen permettant de conférer date certaine à cette transmission, à l'inspecteur du travail (c. trav. art. L. 2314-9).

L'employeur doit transmettre un exemplaire au « prestataire agissant pour le compte du ministère du Travail » et ce, dans les 15 jours suivant le second tour des élections (c. trav. art. D. 2122-7) (voir ci-avant).

Il est également tenu de transmettre une copie des procès-verbaux aux organisations syndicales de salariés ayant présenté des listes de candidats aux scrutins concernés ainsi qu'aux organisations ayant participé à la négociation du protocole d'accord préélectoral. Cette transmission doit être effectuée par tout moyen et dans les meilleurs délais (c. trav. art. L. 2314-9).

L'inspecteur du travail envoie copie du P-V aux organisations syndicales de salariés du département concerné (c. trav. art. L. 2314-9).

Absence de procès-verbal

L'absence de P-V peut notamment :

- entraîner des sanctions pénales pour délit d'entrave à la mise en place des institutions représentatives ;
- entraîner le versement d'une indemnité au moins égale à 1 mois de salaire en cas de licenciement pour motif économique (c. trav. art. L. 1235-15 ; cass. soc. 6 juin 2007, n° 06-42444, BC V n° 94) ;
- empêcher de dénoncer un usage (cass. soc. 16 novembre 2005, n° 04-40339, BC V n° 329).

Carence de représentants du personnel

Autres conséquences - À chaque fois que la loi, ou une disposition conventionnelle, exige la consultation ou l'information des représentants du personnel et que l'employeur, faute d'avoir organisé les élections, n'est pas en mesure de remplir cette obligation, la procédure est irrégulière. Il en a été jugé ainsi notamment en cas de licenciement pour inaptitude suite à un accident du travail (cass. soc. 22 mars 2000, n° 98-41166, BC V n° 119) ou dans le cadre d'une consultation d'un conseil de discipline (cass. soc. 4 octobre 2005, n° 03-45983 D).

Enfin, en cas de carence du CE (ou du CSE), lorsque l'employeur et les délégués du personnel (ou le CSE dans les entreprises de moins de 50 salariés) manquent, durant cette période de carence, à l'obligation de gestion, le CE (ou le CSE), mis en place lors d'élections ultérieures, reste créancier des deux budgets dus au titre de ladite période (cass. soc. 13 septembre 2005, n° 04-10961, BC V n° 256).

Incidence en matière de négociation collective - En cas de carence des candidatures au premier tour ou d'absence d'organisation des élections professionnelles, l'entreprise n'est pas, par hypothèse, pourvue de délégué syndical. En conséquence, un accord ne peut être conclu, selon le cas, qu'avec les représentants élus du personnel, un salarié mandaté ou un représentant de la section syndicale.

Dommages et intérêts pour le salarié - L'employeur qui néglige de mettre en place les institutions représentatives commet une faute qui cause nécessairement un préjudice au salarié, tenant à la privation d'une possibilité de représentation et de défense de ses intérêts (cass. soc. 17 mai 2011, n° 10-12852, BC V n° 108). Par conséquent, si l'employeur n'est pas en mesure de fournir de P-V de carence, sa responsabilité civile peut être engagée, ce qui signifie que tout salarié peut demander réparation, c'est-à-dire l'octroi de dommages et intérêts. Toutefois, la Cour de cassation a rendu plusieurs arrêts dans d'autres domaines en exigeant la preuve du préjudice subi par le salarié en raison du manquement de l'employeur (cass. soc. 13 avril 2016, n° 14-28293 FSPBR ; cass. soc. 25 mai 2016, n° 15-10637 FSPB). Depuis ces décisions, les juges ne se sont pas encore prononcés sur le cas de la carence de l'employeur dans la mise en place des IRP.